

CIBLE

Eurostat

En qui placer notre confiance, désormais ? Jusqu'à présent, beaucoup invoquaient la vérité des chiffres en oubliant que les statistiques sont des constructions. Mais les plus prudents utilisaient tranquillement les abondantes données publiées par l'Office européen des statistiques.

Et voici que nous apprenons qu'Eurostat est sous le regard inquisiteur de l'OLAF et de la Cocobu !

En clair : le patron de la statistique européenne est soupçonné d'abus de confiance par l'Office européen de lutte anti-fraude et la Commission de contrôle de l'Assemblée de Strasbourg reproche leur cécité et leurs négligences à plusieurs membres de la Commission Prodi. Quel monde !

Après le scandale qui avait conduit la Commission Santer à démissionner en 1999, y aurait-il toujours quelque chose de pourri dans les cénacles d'« experts » et de hauts fonctionnaires ?

Bien entendu, toutes les personnes citées bénéficient de la présomption d'innocence. Mais s'il n'y a pas eu délit, nous aurons appris que les statistiques faisaient l'objet de marchés ouverts à la sous-traitance privée, au risque de mille et une dérives. Fraude ou pas, la confiance s'est envolée.

BUDGET

La recherche scientifique sacrifiée

Social

Rentrée en trompe-l'oeil

p. 4

Déclin

Déchéance des élites

p. 12

Au secours !

Il faut sauver l'homme de Cromatignon

Le bonhomme Raffarin est décrit comme une bête aux abois. N'écouter que son bon cœur, Angélique Lacane lance un appel pour sauver l'homme matignonus menacé et invite par la même occasion à une réévaluation des concepts raffariniens.

Il a suffi de quelques sondages défavorables, de commentaires grinçants dans la presse bo-bo et de quatorze mille morts provoquées par la canicule pour que les chiens couchés de la social-démocratie aboient de leur gueule édentée.

Mais la caravane passe. Du moins elle pourrait passer, se moquant des chacals et riant au bec des vautours si, tournant notre veste dans le bon sens, nous nous mobilisons pour sauver l'homme de Cromatignon.

Pourquoi ? Parce que ses successeurs possibles ne lui arrivent pas au mollet. Alain Juppé est excellent pour mobiliser contre le gouvernement des foules immenses, mais ce serait cruel de lui faire jouer une fois de plus le rôle de l'atrabilaire maladroit. François Fillon est un cynique à sang froid et Nicolas Sarkozy un ambitieux à sang chaud, trop prévisibles et trop pressés.

N'en déplaise aux malveillants, Jean-Pierre Raffarin est et demeure un redoutable dialecticien.

Lui seul pouvait se permettre d'empêcher la diffusion d'un livre de Xavier Darcos, ministre-délégué à l'Éducation, à la veille de l'ouverture d'un débat sur l'école.

Lui seul peut annoncer une grande loi sur l'emploi au moment où l'on prépare un nouveau type de contrat de travail au rabais : le contrat de mission qui renforcera la flexibilité conformément aux vœux du patronat. *Non vraiment, il est cro, vraiment cromignon l'homme de Cromatignon.*

Lui seul est capable de préparer un plan anti-canicule au seuil de l'hiver. Sans doute mettra-t-on des chasse-neige sur les routes du Lubéron pour le 15 août 2004.

Au grand dam de la gauche prête à se jeter sur une bête aux abois, Jean-Pierre Raffarin se révèle fin stratège. Aux

parlementaires de l'UMP, le Premier ministre a annoncé qu'il allait différer toutes les réformes qu'il avait claironnées et qui risquaient de mettre du monde dans les rues : on va donc différer de plusieurs mois ou de quelques années les mesures de décentralisation, la « modernisation » de la Sécurité sociale et le projet de loi sur l'éducation. Que nul ne se fâche ! *Non vraiment il est cro, vraiment cromignon l'homme de Cromatignon.*

Indifférents aux regards jaloux de l'intelligentsia gaucharde, Jean-Pierre Raffarin est en train de se hausser au sommet de la création conceptuelle - dépassant même Sylviane Agacinski. Et je prouve ce que je dis :

C'est not' Premier ministre qui a inventé « *La République du bon sens* ». Génial ! Par extrapolation, on pourrait même avoir l'audace d'affirmer que c'est aussi la *Républi-*

que des vraies gens ou, allons plus loin, la *République des braves gens*. Ici, le cartésianisme de Jean-Pierre Raffarin s'infléchit vers une authentique sollicitude pour l'Homme. Sollicitude, dis-je, dont les vrais braves gens au chômage auront vraiment besoin quand on ratiboisera leurs allocations tout en augmentant le forfait hospitalier.

C'est not' Premier ministre qui a réévalué l'exigence d'égalité en proclamant que « *L'égalité est une ligne de départ* ». Nous sommes là dans l'inouï d'une métaphore qui nous transporte au cœur de l'angoisse sociale : à cinq kilomètres d'une table chargée de mets délicats, plaçons sur une même ligne une Rolls climatisée conduite par un chauffeur nourri aux amphétamines, un handicapé dans une chaise roulante et un brancard d'urgence sur lequel gît un noble vieillard... Devine, ami lecteur, qui dînera le soir.

C'est not' Premier ministre qui a invoqué, dans un ultime et sublime élan, la « *France des sécurités* ». Cette promesse là, il fallait avoir le culot de la faire au moment où l'on décomptait les morts de la canicule et les attentats commis en Corse. *Non vraiment il est cro, il est cromignon l'homme de Cromatignon.*

Camarades, rejoignez le Comité Raffarin-2007. Cet homme a le derrière large. Il peut s'asseoir sur la France et sur la République.

Angélique LACANE

royaliste 
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUIN

SOMMAIRE : p.2 : Il faut sauver l'homme de Cromatignon - p.3 : Les moyens et les fins - Quand ATTAC s'interroge - p.4 : Reculer pour faire sauter - p.5 : Edward Said - p.6/7 : La recherche sacrifiée - p.8 : Une colère impuissante - L'école du vide - p.9 : Le goût de l'avenir - p.10 : Good Bye Lenin ! - L'Oriseau - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Déchéance des élites.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Les moyens et les fins

Après avoir laissé quelque peu filer le déficit budgétaire et croître la dette publique - mais sans aucun effet bénéfique - l'annonce d'une « croissance zéro » des dépenses est la pire des solutions face à la menace de récession.

L'humour, dit-on, est la politesse du désespoir. Il peut, du moins, masquer des indignations qui finissent par paraître ridicules puisque les colères exprimées sur le papier ou hurlées dans les rues n'ont aucune incidence sur l'attitude du gouvernement.

Mais les traits humoristiques sont inconvenants quand il s'agit de décisions qui mettent en péril la vie des citoyens et l'avenir de leurs enfants.

Une part de notre existence dépend de la politique budgétaire : on le sait pour la police et pour la Défense nationale. On le vérifie chaque année un peu plus dans notre vie quotidienne. Moins d'argent pour soutenir la croissance ? Plus de chômage et de suicides. Moins d'argent pour l'hôpital public ? Plus de souffrance dans les services d'urgence et plus de morts lors des catastrophes naturelles.

Ces vérités banales ne sont toujours pas entendues par les éditorialistes de la presse libérale-conservatrice qui célèbrent l'annonce du tour de vis budgétaire par des formules usées jusqu'à la corde : l'administration est un gouffre et la France ne peut pas continuer à vivre au-dessus de ses moyens. Se rendent-ils compte, ces ânes bâtés, que la France n'existerait plus si ses gouvernants n'avaient pas décidé, quand ils exprimaient

de véritables soucis politiques, d'adapter les moyens financiers aux objectifs conformes à l'intérêt national ?

Il est non moins stupide de clamer que le déficit français doit s'aligner sur la moyenne des déficits européens. Ce n'est pas faire injure à la Hollande, au Luxembourg ou à l'Italie que de rappeler que ces pays n'ont pas la charge d'une politique mondiale et d'une indispensable défense nucléaire.

Les homélies sur l'excès de dépense publique sont d'autant plus ridicules qu'elles sont prononcées par des personnages qui ont laissé creuser le déficit (plus de 55 milliards d'euros) et gonfler la dette de l'État (mille milliards d'euros, et non cent comme je l'ai écrit par inadvertance dans le numéro 821) sans que les Français en aient retiré le moindre avantage. On dépense n'importe comment, on gaspille à tout va mais la désindustrialisation du pays s'accélère, la recherche est sacrifiée, la protection sociale se réduit. Et n'oublions pas : une politique de « croissance zéro » des dépenses publiques ne peut qu'aggraver la menace de récession.

MM. Chirac et Raffarin sont en train de ruiner le pays. Ceux qui le constatent n'ont pour le moment aucun moyen de s'y opposer.

Sylvie FERNOY

Quand ATTAC s'interroge

Lancé voici cinq ans, le mouvement Attac a connu un rapide développement, en phase avec la contestation anti-libérale. Mais il risque aussi d'être victime des ambiguïtés de l'altermondialisme et de la médiatisation de sa vedette française.

Attac se pose des questions sur Attac. Ce n'est pas le signe d'une crise, mais l'esquisse d'une clarification nécessaire.

Définie comme un mouvement d'éducation populaire, l'association rassemble toutes les sensibilités anti-libérales et se trouve par conséquent confondue avec l'image médiatique de l'alter mondialisme : celle d'un mouvement d'extrême gauche qui s'exprime par de violentes manifestations de rue.

Du coup, Attac se trouve pris dans la polémique entre pro-palestiniens et pro-israéliens et subit les attaques de ceux qui confondent, de façon abusive, le mouvement altermondialiste et les manifestations judéophobes d'une fraction de l'extrême gauche et des nouveaux groupes de pro-palestiniens radicaux. Ce deuxième point n'est pas évoqué par les dirigeants d'Attac mais les amalgames opérés à son encontre risquent de créer un malaise croissant.

En revanche, la direction d'Attac s'inquiète de voir que le mouvement est noyé depuis plusieurs mois dans la popularité de José Bové. Certes le président d'Attac, Jacques Nikonoff, publie des tribunes dans la presse nationale et s'exprime de temps à autre sur

les ondes mais c'est José Bové qui a été choisi par les médias comme porte-parole de l'alter mondialisme comme on l'a vu lors de la médiocre émission *Cent minutes pour convaincre* sur France 2 le 25 septembre.

Or le célèbre paysan du Larzac, qui défend les vieilles coutumes bien de chez nous tout en savourant les joies de la *jet set* contestataire, ne représente qu'une des tendances, anarcho-sindicaliste et délibérément anti-politique, de l'alter mondialisme. D'autres souhaiteraient qu'on aborde les questions relatives à la politique monétaire, à la protection douanière, aux nationalisations - ce qui implique la prise en considération de l'État et de la nation. Dès lors, se poserait le problème délicat, pour un mouvement d'éducation populaire, du positionnement politique de l'association et de son rapport, pour le moment flou, avec les partis politiques et les syndicats.

Pour les partenaires d'Attac comme pour ses sympathisants, il est bon que l'association lance le débat sur son identité, sur son projet politique et sur ses alliances et fasse une mise au point sur les divers extrémistes qu'elle côtoie en France et en Europe.

Yves LANDEVENNEC

Concours

Mon article sur la Grande Région (*Royaliste* n° 822) a intrigué le directeur de la publication qui m'a demandé tout à trac si je connaissais d'autres *Gross régions* dans l'Union européenne.

Ma molle réponse (chai pas, chef, et pis de toute façon on va pas en faire un fromage...) n'a pas refroidi sa passion investigatrice.

- Faut voir...

C'est tout vu ! Nous lançons un grand concours ouvert à tous nos lecteurs.

Objectif : découvrir d'autres « grandes régions ». Mais attention ! Nous ne prendrons pas en compte les relations interrégionales banales. Il nous faut une autre vraie Grande Région avec son légendaire, son ethnie originelle, son histoire, ses rencontres au sommet, son identité culturelle et culturelle, sa Production Intérieure Brute, ses oriflammes, son Regard sur le passé et sa Vision du monde globalisé.

L'existence d'autres « Grandes régions » devra être prouvée par son adresse postale et par celle de son site sur La Toile.

Le ou les gagnants recevront un prix facile à partager : tous seront successivement nommés membres de l'Observatoire des Gross Régions (OGR, prononcez « ogre »). Le premier à donner une bonne réponse sera président de l'Observatoire. Le deuxième sera nommé Contrôleur financier, chargé de calculer au centime près les sommes gaspillées. Le troisième prendra le poste de Vérificateur de la Pureté Ethnique.

Bonne investigation !

Annette DELRANCK

Reculer pour faire sauter

Le gouvernement ayant repoussé aux calendes grecques tous les sujets qui fâchent, la rentrée sociale agitée à laquelle on pouvait s'attendre n'a pas eu lieu.

Ainsi, la nécessaire réforme de l'assurance maladie n'interviendra-t-elle pas avant 2006. On pourrait s'en réjouir – qu'un gouvernement ultra-libéral renonce à s'attaquer à la réforme de la Sécu est, en soi, plutôt une bonne nouvelle – si cette option ne risquait pas d'aggraver une situation déjà catastrophique. Le déficit de la Sécu, qui atteindra onze milliards d'euros d'ici la fin de l'année, continuera de se creuser davantage et la privatisation de l'assurance maladie deviendra alors « inéluctable » aux yeux du gouvernement : quand on veut tuer son chien... Car ce ne sont pas les mesurette présentées par Jean-Pierre Raffarin (déremboursement des médicaments homéopathiques, hausse du forfait hospitalier, augmentation du prix du tabac, taxe sur les alcools...) qui suffiront à combler ce gouffre désormais abyssal mais bien une réforme d'ensemble fondée sur un projet politique et social (1).

Cela ne veut pas dire pour autant que le gouvernement et son allié patronal cesseront leur travail de sape engagé contre la protection sociale. Leur stratégie consiste, désormais, à enfoncer des coins à la base de l'édifice jusqu'à ce qu'il s'écroule. Après les retraites et en attendant l'assurance maladie, les partenaires sociaux se sont at-

telés à la réforme de la formation professionnelle continue. Le projet, en soi, n'est pas mauvais : il va permettre à tous les salariés, y compris ceux des petites et moyennes entreprises et industrie (PME-PMI) qui en étaient privés jusqu'alors, sinon en droit du moins en fait, d'accéder à la formation. Mais ce projet de texte qui, à l'heure où nous écrivons ces lignes, doit être ratifié par toutes les organisations syndicales – fait rarissime, même par la CGT – introduit la notion de co-investissement qui avait, jusqu'à présent, été rejetée. Si le texte est adopté en l'état par le Parlement dans le cadre d'une grande loi Fillon sur la réforme du Code du Travail, les salariés devront se former en partie sur leur temps de travail, en partie sur leur temps de loisir et non plus uniquement sur leur temps de travail. Une manière, pour le Medef, de revenir sur les 35 heures.

Autre réforme en cours, autre illustration du travail de sape auquel se livre le gouvernement. Depuis le 1^{er} octobre, François Fillon, ministre des Affaires sociales, consulte les organisations sur la réforme de la démocratie syndicale. Dans le texte présenté aux différents responsables syndicaux et patronaux, il est prévu que, pour être valable, un accord devra avoir été signé par un ou des syndi-

cats ayant obtenu, au total, 50 % des voix lors des élections professionnelles (vieille revendication de la CGT). A priori, ce n'est que justice. Mais il faut savoir que s'il avait fallu attendre qu'un accord soit majoritaire pour être adopté (la CGT n'ayant jamais signé un seul accord pour ne pas donner l'impression de pactiser avec l'ennemi de classe), nous en serions encore aux années 1950. Par exemple, la CGT n'a jamais signé les annexes de la convention Unedic qui régissent l'assurance chômage des intermittents du spectacle : cela ne l'a pas empêchée, cet été, de s'en faire l'ardent défenseur. La signature de l'accord sur la formation professionnelle par la centrale de Bernard Thibaut est une contrepartie à la proposition de François Fillon d'introduire la notion d'accord majoritaire.

Et tout ça au nom de la démocratie sociale.

Nicolas PALUMBO

(1) Voir la motion adoptée par le congrès de la NAR en mars dernier : « Pour une sécurité sociale universelle » (*Royaliste* n° 813).

Cité n° 41

Dossier :

Du jacobinisme à la gouvernance

Prix franco : 7 €

Edward Saïd

Le principal opposant à Yasser Arafat est mort : l'intellectuel palestinien Edward Saïd. Pourfendeur des accords d'Oslo, ce dernier meurt en même temps qu'eux.

Edward Saïd était sans doute l'intellectuel arabe le plus respecté à travers le monde, et d'abord de ses ennemis qui étaient nombreux. Il avait effectué toute sa carrière universitaire dans l'une des plus prestigieuses universités américaines, à Columbia (New York). Il réussissait ce tour de force de concilier sa fonction avec une appartenance au Conseil National Palestinien jusqu'à ce qu'il en démissionne en 1993 en raison de son rejet des accords d'Oslo. Depuis le 11 septembre 2001, on se frotte les yeux, on se demande comment un tel « libéralisme » était possible aux États-Unis. Il est clair qu'il ne l'est plus. Saïd était le dernier. C'est pourquoi il faut saluer sa disparition. Elle signe la fin d'une époque.

Fin d'une époque aux États-Unis mais aussi en Palestine. Chrétien laïque, Saïd était demeuré envers et contre tout partisan d'un État dualiste, arabo-israélien sur toute l'étendue de la Palestine mandataire dans laquelle il était né. Il défendait le droit au retour des réfugiés dont il faisait partie. Il représentait les Palestiniens de l'exil - thème qui

était lancinant chez lui - contre ceux de l'intérieur. Après le retour d'Arafat à Ramallah, il était la seule voix des sans-voix de l'exil, doublement trahis. Peut-être la situation se renversera-t-elle à nouveau si Arafat est contraint une seconde fois à l'exil. En attendant, la phase gestionnaire dans laquelle, selon Saïd, s'abîmait l'Autorité Palestinienne encourait sa condamnation.

C'est donc qu'il y avait une alternative à Arafat sans passer par l'islamisme radical. Edward Saïd cependant n'était qu'une conscience. De la mystique à la politique, la cause palestinienne perd son auréole. Le mouvement est un organe de lutte politique comme les autres si ce n'est qu'il s'en prend à un État d'exception, l'État d'Israël. De plus en plus, on se demande à l'Ouest comment parler d'Israël sans tomber dans l'antisémitisme. C'est une vraie question à laquelle Edward Saïd a apporté sa vie durant une réponse. Nul n'a été plus vilipendé que lui aux États-Unis. Il a rendu coup pour coup.

Comment a-t-il procédé ? On ne saurait trop conseiller

de lire ou de relire ce qui l'a rendu célèbre et, comme on dit, incontournable : sa critique de l'« orientalisme » (1). Par ricochet, il atteignait encore plus sûrement « l'occidentalisme » dont on recommence à nous chauffer les oreilles. Que devient « l'Occident » désuni face à « l'Orient » ? C'est désormais l'argument principal pour presser Chirac de rejoindre le consensus « occidental » déjà défini par l'auteur du « choc des civilisations », Samuel Huntington, en cette même année 1993. Il faut déconstruire l'orientalisme pour pouvoir commencer à aborder l'Orient et à traiter ses problèmes. Il faut en finir avec la mythologie des « Piliers de la Sagesse » de Lawrence d'Arabie et de ses successeurs même involontaires jusqu'au néo-conservateur Paul Wolfowitz.

Edward Saïd bataillait dans son domaine, n'hésitant pas à croiser le fer avec le père de l'islamisme américain (en tant que secteur universitaire), Bernard Lewis. La guerre des Cultures a traversé toute l'université américaine, ce qui explique son dénuement actuel dans le domaine. La disparition d'un contestataire aussi contesté mais aussi incontestable que Saïd est le prélude à un grand froid dans l'université américaine et le monde de la pensée arabe en général. Il ne présage rien de bon.

Yves LA MARCK

(1) Edward Saïd, « L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident », Seuil, 1996, prix franco : 29 €.

BRÈVES

♦ **OMAN** - Pour la première fois les élections au Conseil représentatif (Majlis al-Choura) ont eu lieu, début octobre, au suffrage universel complet. En effet, le sultan Qabous Ben Saïd avait, l'an dernier, accordé le droit de vote à tous les citoyens (hommes et femmes) de plus de 21 ans. Auparavant, en raison d'une loi électorale censitaire, un quart seulement des Omanais était consultés. Composé de 83 membres, élus pour trois ans, le Conseil, créé en 1991, a, en théorie, un rôle seulement consultatif sur les questions de développement économique. Mais « en pratique, il remplit en partie une fonction législative en influençant la promulgation et l'amendement des lois » comme le déclare Salem Ben Mohammed al-Abri qui en fut membre de 1991 à 2000. Oman a été la première monarchie du Golfe à accorder en 1994 le droit de vote et d'éligibilité aux femmes.

♦ **CAMBODGE** - Les élections de juillet avaient été marquées par le succès du Parti du Peuple cambodgien (PPC) du Premier ministre Hun Sen qui raflait 73 sièges devançant nettement le parti du prince Ranariddh (Funcinpec 26 sièges) et celui de Sam Rainsy (PSR 24 sièges). Mais cette majorité était insuffisante pour que le PPC forme seul un gouvernement, la Constitution imposant d'avoir pour cela au moins deux tiers des sièges. Les deux partis minoritaires avaient mis comme condition à leur participation au gouvernement l'éviction de l'actuel Premier ministre Hun Sen... et refusaient de siéger dans la nouvelle assemblée. C'est à nouveau grâce au roi Norodom Sihanouk qu'une issue à l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays, pourrait être trouvée. Le roi a mis son poids dans la balance proposant d'abdiquer si 50 % des nouveaux parlementaires le demandaient et déclarant dans une lettre aux Cambodgiens que « si Sam Rainsy souhaite un gouvernement tripartite, il devrait accepter Hun Sen comme chef du gouvernement ». A la suite de cette intervention, les députés des deux partis minoritaires ont accepté de venir prêter serment lors de la séance inaugurale de la nouvelle assemblée.

♦ **YUGOSLAVIE** - Interrogé par le quotidien bulgare *Trud*, le prince héritier Alexandre de Yougoslavie a déclaré : « Aujourd'hui, avec ma femme la princesse Catherine, je me fais l'avocat de mon pays auprès des investisseurs étrangers et de l'aide humanitaire. Mes relations avec le gouvernement sont excellentes et cordiales. L'intérêt pour la monarchie est fort, nous sommes chaleureusement reçus partout et je respecte chacun sans tenir compte de ses opinions politiques, de sa religion ou de ses origines ethniques ». A la question de savoir s'il travaillait au rétablissement de la monarchie, le prince a précisé : « Je ne souhaite pas rebattre en permanence les oreilles des gens avec les vertus de la monarchie constitutionnelle et le bien qu'elle représenterait pour le pays. On ne doit pas faire un traitement de choc mais plutôt créer la confiance et la compréhension. Ainsi, oui, je travaille pour l'instauration d'une monarchie constitutionnelle mais d'une manière calme et pédagogique ».

Vous avez une adresse électronique ?

Pour être tenu au courant, inscrivez-vous à notre **liste de diffusion**. Il suffit pour cela de nous envoyer un courriel à : NouAcRoyal@aol.com

La recherche sacrifiée

Annoncé après la rédaction de l'étude qu'on va lire, le projet de budget confirme les alarmes exprimées par François Villemonteix : le sacrifice de la recherche française à l'orthodoxie budgétaire et aux préceptes ultra-libéraux se confirme et aggrave une évolution arrêtée en toute connaissance de cause par M. Balladur. Ces choix désastreux appellent une réaction immédiate. Mais il faut aussi entreprendre une réflexion d'ensemble qui implique une remise à plat de l'ensemble du système français de recherche.

L'année 2003 sera marquée comme année noire pour la recherche française, qui finalement pour « sauver les meubles », a dû sacrifier des pans entiers de son activité. Plus grave encore, la valse des décisions budgétaires du gouvernement Raffarin en 2002 aura été la démonstration éclatante qu'il n'a aucune politique en la matière ou, en tout cas, aucune politique avouable : comment peut-on sérieusement déclarer en quelques semaines que le budget de la recherche atteindra 3 % du budget national dans 5 ans, puis qu'il baissera de 7,6 % en 2003, puis, qu'en fait, il montera de 2 % grâce au report de crédits de l'année antérieure, puis que ces reports ne se feront plus, etc. Tout ceci pour aboutir finalement à une baisse de 1,3 % en théorie et bien plus en pratique à cause des gels de crédits en cours d'année. Du fait des dépenses incompressibles, c'est le fonctionnement qui aura ainsi baissé de plus de 13 % en 2003. Notons d'ailleurs que 2004 risque de ne pas être plus brillante, et que selon toute probabilité le budget de la recherche y sera une fois de plus inférieur à celui de 2002 (1).

Ceci aura au moins permis de réveiller et rassembler toute la communauté scientifique française, qui joue sa survie et devient prête par-là même à

réfléchir à son évolution sans crispation corporatiste sur les structures et les statuts existants. Les nombreuses prises de position, les réflexions et les colloques de ces derniers mois ont d'ailleurs permis de mesurer l'ampleur et l'urgence du problème, et d'établir un bilan précis. Et puisque c'est possible, il faut d'abord faire l'état des lieux, et juger sur pièces du désastre. Plusieurs chiffres clés doivent être retenus.

- **Les chercheurs français sont vieux**, et dans 10 ans 40 % des effectifs actuels seront partis en retraite : ceci veut dire que le transfert des connaissances, mais plus encore des savoir-faire, sera extrêmement difficile. Déjà certaines disciplines disparaissent ou ont disparu (la taxonomie par exemple, indispensable pourtant dans un monde qui se préoccupe de breveter la biodiversité et le développement durable) ;

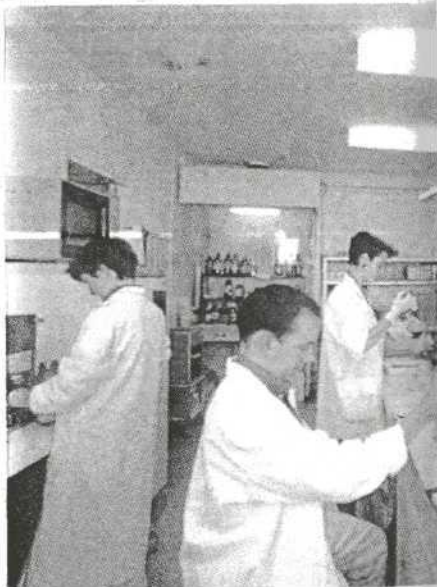
- **les carrières proposées aux jeunes chercheurs sont rien moins qu'attrayantes** : après dix-quinze ans d'études, un doctorat et au moins un post-doctorat, les rares (plus très) jeunes chercheurs qui obtiennent un poste démarrent avec 1800 euros par mois, avec une perspective, comme directeur de recherche en fin de carrière, de salaires mensuels nets n'atteignant pas les 3500 euros. Si une branche de

la fonction publique n'a pas été revalorisée, c'est bien celle-ci : la prime de recherche par exemple, jamais réévaluée en 40 ans, représente moins de 800 euros par an. Quant aux perspectives de carrière des ingénieurs et des techniciens, cela fait plus de trente ans qu'on n'en parle même plus. Enfin les conditions de travail, surtout dans les Universités, sont souvent mauvaises : on ne peut que recommander au lecteur d'aller s'en faire une idée lors des journées portes-ouvertes des laboratoires et des universités ;

- encore s'agit-il là des conditions les plus favorables, puisque sur 8000 thésards formés chaque année, à peine quelques centaines intègrent les grands instituts de recherche sur des postes de fonctionnaires (ce qui ne permet pas le simple renouvellement des postes : en 2003, 150 ont ainsi disparu, et en moyenne un départ en retraite sur deux n'est pas remplacé) ; 3000 sont recrutés sur des postes temporaires (CDD, post-doc, etc.) ; 2000 le sont dans le privé, et les autres se retrouvent à la rue. Ou à l'étranger, et l'on assiste à une émigration massive de nos docteurs, en particulier vers les États Unis ;

- **les budgets de fonctionnement fournis par la France sont dérisoires** et en baisse importante, rendant toute re-

cherche « exploratoire » presque impossible. Par exemple, le budget total du CNRS (2), qui compte 26000 agents dont 12000 chercheurs, représente en moyenne 2 milliards d'euros par an, mais une fois extraites les dépenses incompressibles (salaires, immobilier, etc.), seuls 280 millions sont utilisables pour fonctionner. Un chercheur du CNRS reçoit donc en moyenne 1800 euros par mois pour travailler avec son équipe. Or le système français est ainsi fait que la recherche ne se voit offrir de crédits que par trois bailleurs de fonds, dont les ressources proviennent de la même origine publique : l'État, les Régions, l'Europe. Alors que les sour-



reche e

ces privées sont innombrables dans les pays anglo-saxons, et en particulier aux États-Unis, elles sont inexistantes en France ;

- enfin, dernier point important : il n'y a pas de tradition de recherche privée dans notre pays. De ce fait l'effort de recherche-développement du secteur privé est très inférieur à ce qu'il est dans les autres pays développés. Il n'y a donc pas d'alternative réelle à l'effort public en France : s'il diminue, c'est toute la recherche qui s'effondre.

Une fois ce tableau brossé, et pour en comprendre l'évolution, il faut rappeler comment la recherche s'est organisée chez nous, puisque

cette organisation présente des caractéristiques très particulières. A la différence de ce qui se passe dans les autres pays développés, elle s'appuie sur de grands instituts nationaux, les EPST (Établissements Publics à caractère Scientifique et Technologique) et les EPIC (Établissements Publics à caractère Industriel et Commercial), émanations des orientations prises avant et surtout juste après la seconde guerre mondiale, et dont le CNRS est l'exemple le mieux connu.

Ces instituts, dont les chercheurs sont fonctionnaires (ou agents non-fonctionnaires de l'État dans le cas des EPIC), correspondent à une vision « colbertienne » du rôle de l'État dans le développement du pays, et sont au cœur des grandes réussites françaises de la seconde moitié du XX^e siècle en matière de science et de développement industriel. Qu'ils en soient la cause ou la conséquence, ils ont été en phase avec la politique interventionniste de l'État (et singulièrement sous la V^e République) en matière d'énergie, d'équipements, de puissance nucléaire, de grands projets industriels, dont l'aéronautique, les transports, la recherche spatiale, l'océanographie, etc. En contrepartie, au fil du temps les instituts se sont alourdis, ont vieilli, la recherche a fui

les Universités, les pesanteurs administratives se sont accrues, la capacité à réagir devant l'évolution du monde s'est réduite (la France a « raté » la révolution génétique, avec ses implications sur le génome, les OGM, les avancées médicales, etc.).

Voilà le bilan, il démontre à quel point la recherche est en crise profonde en France. Il n'est évidemment pas possible en deux pages de se lancer dans une analyse détaillée des causes et des remèdes, mais si un point essentiel de cette crise doit être souligné, c'est que notre pays ne sait plus ce que c'est que la recherche, à quoi elle sert et pourquoi il la finance. On ne peut malheureusement répondre que par la négative à la question : *La France a-t-elle encore une politique scientifique* (3) ?

Mais une autre question importante se pose : *Comment en est-on arrivé là ?* Pour y répondre il faut remonter au début des années 90. En effet une politique de gestion de la recherche portant en germe cette évolution a été définie, voulue et engagée par le gouvernement Balladur, qui avait créé pour cela un Comité formé presque exclusivement d'énarques et de grands patrons (peu ou pas de chercheurs), et depuis elle n'a pas varié d'un iota. Les documents existent et sont parfaitement explicites, même s'ils ont été peu diffusés (et on comprend pourquoi). Fondamentalement, il s'agit de financer sur fonds publics l'innovation industrielle privée. Puisque le secteur privé ne veut pas investir spontanément dans la recherche ; que, comme très souvent en France, il s'agit de « privatiser les gains et socialiser les pertes » ; qu'il est dans notre tradition nationale d'attendre de l'État directives et initiatives dans la plupart des domaines ; alors la recherche doit se mettre sans contrepartie au service exclusif des affaires. Ceci veut dire évidemment qu'il n'est plus question de financer des recherches de type fondamental, sans retombée immédiate prévisible. Plus question non plus de prendre en charge les recherches à im-

plications sociales ou environnementales comme toutes celles qui étudient les interactions entre l'homme et son milieu. Ceci impose enfin la disparition du statut des EPST et des corps de chercheurs fonctionnaires, qui sont autant de freins à la flexibilité et à la sujétion de la recherche aux souhaits des entreprises. Voilà la politique sous-jacente définie par un groupe de pression et mise en oeuvre depuis dix ans, on voit à quel point elle fait l'impasse sur l'essentiel, qui est de définir le rôle de la recherche dans un État moderne, et pourquoi le gouvernement est incapable de construire une politique cohérente à partir d'une base aussi partielle, biaisée et incomplète.

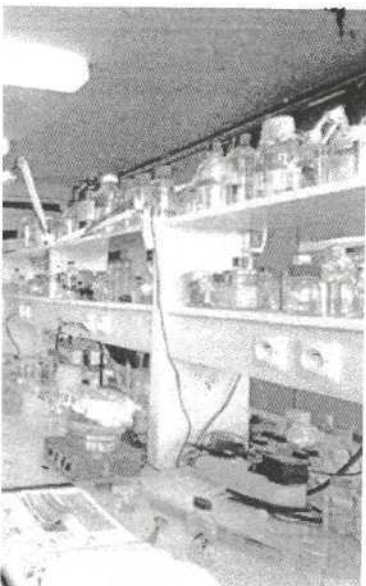
Alors, quelle recherche ? Comment l'organiser ? Quelle carrière pour les chercheurs ? Quels sont nos domaines d'excellence ? Il est évidemment impossible de répondre ici et maintenant. Mais ce qui est clair, c'est qu'une réflexion générale sur la recherche, son rôle, ses objectifs, son organisation, ses priorités, ses liens avec l'activité économique nationale, son implication dans la vie citoyenne, est indispensable et urgente. Il est impossible, au point où en est la situation, de faire l'économie de cette remise à plat de tout le système. Mais ceci doit se faire au niveau national, et non pas, comme il semble que cela en prenne le chemin, au sein d'un cénacle dont le but serait d'enterrer discrètement tout notre système national de recherche scientifique. Les chercheurs ont montré qu'ils sont prêts à faire cet exercice, il est indispensable que le pays tout entier y participe, ceci doit donc représenter une exigence nationale forte et prioritaire. D'ores et déjà, le débat est ouvert, c'est à nous, citoyens et mouvements politiques, de veiller à ce qu'il ne soit pas étouffé avant d'avoir abouti.

François VILLEMONTAIX

(1) *Le Monde*, 2 août 2003.

(2) Centre National de la Recherche Scientifique.

(3) *Télérama*, 2 juillet 2003.



Une colère impuissante

Dans le milieu dirigeant, les vices privés ne sont plus recouverts par l'étalage de vertus publiques, mais par les romans-photos d'une vie privée impeccable mais qui ne trompe plus personne.

Il est rare qu'un auteur écrive dans sa conclusion que son livre ne servira à rien. Toute la démarche de Guy Birenbaum s'explique par ces quelques mots, qui sont ceux d'un désespéré actif. Plutôt que de se réfugier comme tant d'autres dans le silence ; il crie son dégoût pour les mœurs du milieu dirigeant. Il n'est pas le premier ! Mais en donnant des exemples et en citant des noms, il s'expose à une permanente ambiguïté, source d'incompréhensions et de violentes inimitiés.

Révéler les liaisons des uns et les enfants naturels des autres, faire allusion aux comportements sexuels délictueux et à l'usage de drogues, c'est prendre le risque d'être accusé de délation, de voyeurisme, d'exploitation commerciale des scandales, de règlements de comptes personnels et politiques.

Il est vrai qu'on lit ce livre dans l'agacement, avec la tentation de ne pas aller jusqu'au bout de cet étalage de vilains petits secrets qui n'est pas l'œuvre d'un archange. Proche des gens du *Monde* et d'Arnaud Montebourg, Guy Birenbaum partage les inimitiés et les aveuglements d'une fraction de la gauche que nous n'apprécions pas.

Pourtant, ce livre inutile était inévitable et demeure nécessaire. Inévitable parce que les personnages politiques cités ont franchi très cons-

ciemment les limites fixées par la coutume sociale et la raison politique. Nécessaire parce que, même si les mœurs de la classe dirigeante ne changent pas - et elles ne changeront pas - il importe de préparer, à gauche comme à droite, la fin de la « privatisation de la politique » et le retour à une stricte séparation entre la vie privée et la vie publique.

Guy Birenbaum ne demande rien d'autre. Il n'est pas moraliste et ne cherche pas à imposer au personnel politique le respect de vertus privées : il demande simplement qu'on cesse, en haut lieu, de diffuser le roman-photo d'une vie privée exemplaire alors qu'on se dissipe de diverses manières, qu'on cesse de réclamer des sanctions pour des délits qu'on commet soi-même (drogue, pédophilie), qu'on cesse d'associer sa femme ou sa fille à l'exercice de ses fonctions, qu'on clarifie les relations entre les gens de médias et les politiques car les liens entre le mari (ou l'amant) ministre et l'épouse (ou la maîtresse) journaliste nuisent gravement à la véracité de l'information.

Le livre de Guy Birenbaum est l'effet désagréable du scandale. Non sa cause - intolérable.

Maria DA SILVA

❏ (1) Guy Birenbaum, « Nos délits d'initiés - Mes soupçons de citoyen », Stock, 2003, prix franco : 19 €.

L'école du vide

Encore une fois, la presse française est montrée du doigt. Même les journalistes y vont de leur linge sale.

La presse française va mal. La polémique sur les dérives du *Monde*, née après la publication du livre de Péan et Cohen, est loin d'être terminée et ni les réactions pour le moins agressives et confuses des dirigeants du quotidien, ni même celles des organisations de journalistes (cf. le communiqué embarrassé du Syndicat national des journalistes visible sur son site Internet), ne vont venir enrayer le long processus de discrédit qui est engagé.

Personne n'est dupe : si le *Monde* est visé en tant que référence journalistique, les pratiques qui sont épinglées par les auteurs sont largement répandues dans le petit milieu des journaux.

A ce tableau calamiteux, il manquait une critique venue de l'intérieur et c'est un jeune journaliste qui s'y colle avec talent, à travers une enquête sur le Centre de formation des journalistes (CFJ) de Paris.

Son auteur était un adolescent passionné par la presse, au point qu'il avait fondé un journal satirique dans sa ville à Amiens. Pour bien apprendre les bases du métier, il avait décidé d'intégrer la plus prestigieuse des écoles de journalisme.

Pour un jeune qui désire embrasser la « plumitive » carrière, entrer au CFJ c'est un peu comme réussir au concours de l'ENA. Alors que la plupart des journalistes de France ne passent par aucune école de journalisme, les promotions sorties du CFJ peuvent rapidement prétendre aux meilleures carrières dans la presse ou les télévisions.

Mais dès les premiers cours, François Ruffin déchanta très vite ! Oubliés les grands rêves de devenir le nouvel Albert Londres, oubliés les grands principes de cette école fondée par des Résistants à la Libération, oubliée la « Charte des devoirs professionnels des journalistes français » adoptée par la profession dès 1918 : on lui fit vite comprendre qu'il ne devait être que le producteur dévoué au service d'une industrie.

François Ruffin n'a pas du tout cette conception du métier. Il fut donc un élève appliqué mais subversif : pendant les deux ans de sa formation, il a pris des notes et multiplié les entretiens pour cette enquête intelligente et insolente.

Le résultat est un portrait fidèle de tous les travers de la presse française d'aujourd'hui : primauté de la forme sur le fond même au prix de la débilite (ah, les micro-trottoirs !), mimétisme et nombrilisme, célébration du vide (au fait, où en est-on du « phénomène *Loft-Story* » ?), mépris pour l'intelligence du lecteur, soumission aux pouvoirs politiques et financiers...

Dans le petit milieu, ce livre a fait l'effet d'une nouvelle bombe, plus muette que celle du livre de Péan car venue de l'intérieur, mais tout autant dévastatrice.

Paul GILLES

❏ (1) Pierre Péan et Philippe Cohen, « La face cachée du *Monde* », Mille et une nuits, prix franco : 23 €.

❏ (2) François Ruffin, « Les petits soldats du journalisme », Les Arènes, prix franco : 17 €.

Le goût de l'avenir

Jean-Claude Guillebaud nous a donné le rythme. Il faut s'attendre à voir poindre régulièrement au milieu de l'été un nouvel essai de sa plume. Et c'est toujours une belle satisfaction intellectuelle, avec la certitude qu'on sera à la fois au cœur même de l'actualité profonde et dans le vif d'un courant de réflexion qui discerne l'essentiel. Depuis *La Trahison des Lumières* (1995), il invite ses lecteurs à prendre la mesure du défi contemporain, qui consiste dans le déchiffrement d'une considérable mutation – il utilise la comparaison du passage du paléolithique au néolithique – et s'emploie à réveiller leur conscience. C'est moins que jamais le moment de se laisser aller à l'inéluctable ou même au chaos. La barre de la navigation doit être fermement tenue si nous voulons être dignes du nom d'hommes. Mais à cette fin, il convient plus que jamais de creuser la réflexion sur ce que nous sommes et sur ce à quoi nous sommes confrontés et qui pourrait bien constituer le révélateur de nos fins intérieures. Il en va ainsi de la question du mal.

Or, une des grandes originalités de Guillebaud est de ne pas répugner à l'éclairage de la théologie, qui dans un domaine comme celui-là présente l'avantage de ne rien éluder. Depuis plusieurs années, et à longueur de livres, il ne cesse d'attirer l'attention sur les dommages irréversibles que se créent à eux-mêmes des contemporains aveugles à l'héritage chrétien. La forte empreinte du penseur protestant que fut Jacques Ellul n'a cessé de provoquer chez lui le désir de « repenser le religieux ». Il y arrive souvent à la perfection, grâce à un discernement historique et spéculatif auquel je veux rendre hommage, en dépit d'une réserve importante que je formulerai. Qu'apporte en effet la Révélation aujourd'hui à un univers culturel bouleversé ? Précisément ce *goût de l'avenir* que Guillebaud aimerait faire refluer au moment où l'esprit des temps semble résigné au consentement au monde tel qu'il va (fût-ce aveuglement) ou à cet « *amor fati* » dont Nietzsche s'était fait l'apôtre et qui réapparaît si étrangement, alors que le philosophe allemand esquisse sa quatrième réapparition dans l'histoire des idées contemporaines.

La résignation actuelle qui correspond au désaveu des aventurismes totalitaires conduit droit à l'apologie de l'à quoi bon nihiliste. La réhabilitation de la providence aveugle du marché va de pair avec le déni du constructivisme ou du volontarisme que les doctrinaires libéraux anathématisent avec fracas. On comprend qu'un certain nietzschéisme s'insinue dans ce climat particulier. C'est bien l'auteur d'*Ecce Homo* qui écrivait : « Je suis l'opposé d'une nature héroïque. » « Vouloir quelque chose, « tendre » à quelque chose, avoir en vue un « but », un « souhait », toutes choses que je ne connais pas d'expérience. En cet instant même, je

regarde mon avenir – un avenir sans bornes ! – comme on regarde une mer lisse : aucun désir n'en ride la surface. »

Guillebaud rattache cette citation à une déclaration aussi désabusée de Celse, le grand contempteur du christianisme des origines, l'apologiste d'un paganisme résistant de toutes ses forces au vent de l'eschatologie judéo-chrétienne : « Il n'y a jamais eu, et il n'y aura jamais dans le monde plus ou moins de maux qu'il n'en comporte aujourd'hui. La nature de l'univers est une et toujours identique à elle-même, et la somme des maux reste constante. » Même mer étale donc à l'horizon. Voilà qui nous donne une lueur un peu inquiétante sur ce qui se prétend philosophie d'avant-garde et avoue avec un Peter Sloterdijk que le grand mérite nietzschéen est d'accorder la primauté à l'irréversible. Vouloir changer le monde est vain. Seule la confiance à l'ordre des choses permet la chance heureuse et les dividendes providentiels. Que pèse dans cette société fataliste la reconnaissance rituelle des droits de l'homme et de la démocratie ? Nul engagement utopiste ne vaut dans un monde, qui nous assure Pangloss, est le meilleur des mondes...

par Gérard Leclerc



On ne s'étonne pas que René Girard vienne à l'appui de cette « polémique » qui ne cherche pas tant des adversaires qu'un discernement supérieur. Il faut choisir entre l'*amor fati* et le renversement eschatologique. Nietzsche avait compris, mieux que quiconque, à quel point le message biblique mettait à mal la mythologie antique et quel coup de force meurtrier supposait le choix de Dionysos contre le Crucifié. De même, on perçoit à l'examen des enjeux précis du défi anthropologique contemporain comment s'opère le démarquage entre l'homme de la fatalité et l'homme surdéterminé par l'espérance. Dans le riche dossier, très argumenté de Guillebaud, je me contenterai d'un exemple, celui du corps. Encore un thème nietzschéen privilégié ! N'est-il pas, pour-

tant paradoxal qu'à la « *spontanéité amoral du vivant* » célébré par le philosophe se substitue de plus en plus « un corps dénié et reconstruit ». Ne serait-ce pas qu'à une conception matérialiste, tentée par un extrémisme artificialiste, devrait se superposer le rapport inaliénable du corps à l'esprit ? Ce qui suppose « une tension maintenue dans cet entre-deux problématique qui n'est jamais » ni pure identité ni pure différence ». Cet exemple problématique montre à quel point nulle pensée figée n'est acceptable et qu'il convient au contraire de reprendre chacun des défis avec l'audace nécessaire, la créativité qui résulte de la tension féconde.

Il me reste à dire un mot bref de mon seul désaccord véritable avec Guillebaud, que je ne voudrais ni majorer ni minorer. Quand l'auteur du *Goût de l'avenir* prend parti pour le Michel de Certeau qui se félicitait de l'éclatement de l'institution chrétienne, je me souviens du Père de Lubac, qui fut aussi son maître, et rapportait la tentation d'un christianisme désinstitutionnalisé à la vieille illusion de Joachim de Flore. C'était l'illusion gnostique par excellence, celle qui par phobie de la « chair » institutionnelle, se réfugiait dans la mythologie d'une Église de purs et de parfaits. Voilà qui rejoint, cher Jean-Claude Guillebaud, cette nécessaire tension chair-esprit que vous mettez judicieusement en évidence.

■ Jean-Claude Guillebaud, « *Le Goût de l'avenir* », Seuil, prix franco : 22 €.

Lys Rouge



**Monarchistes
au
Portugal**

1893-1900
La pensée de la
Jeunesse royaliste

Étude
Le Courier royal
du comte de Paris

Le Lys Rouge est paru !

Au sommaire du n° 51

- ♦ Le Prince de tous les possibles - étude sur le *Courier Royal* du comte de Paris.
- ♦ Quelques années de politique royaliste (1893-1900) - la pensée de la *Jeunesse royaliste*.
- ♦ Un lieu de mémoire : *Le Boeuf à la mode*.

Dossier Portugal

- ♦ Chronologie de l'histoire du Portugal de 1908 à 1926.
- ♦ Biographie des principaux acteurs.
- ♦ Histoire du mouvement royaliste de la chute du royaume à nos jours.
- ♦ Portrait d'un "Juste" : Aristides de Souza Mendes.
- ♦ Document : Les condoléances du Bey de Tunis.
- ♦ Élisabeth II, 50 ans de règne au service de son peuple.
- ♦ Uchronie: l'avènement de Henri V.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le n° 51 du *Lys Rouge* et verse pour cela la somme de 5,40 € (à l'ordre de *Royaliste*)

Allemagne

Good'Bye Lenin !

Le film allemand de Wolfgang Becker *Good'Bye Lenin !* connaît un succès mérité dans toute l'Europe. Il révèle un rapport au passé que politique ou littérature n'avait pas permis d'exprimer jusqu'à présent dans son ambivalence

Qui n'a rêvé de s'endormir dans un siècle et de se réveiller dans un autre ? C'est à peu près ce qui va se produire pour cette Berlinoise de l'Est, ardente communiste, qu'un accident a plongée dans le coma quelques heures avant la chute du Mur. Quand elle reprend conscience, quelques huit mois plus tard, sa santé est si fragile, et la réalité alentour si brutalement muée en son contraire, que son jeune fils Alex décide de lui épargner le choc. Par une mise en scène perpétuelle avec le concours des parents et voisins, d'un ami technicien de télévision, voire d'un chauffeur de taxi ancien astronaute ou son sosie, il recompose autour de la malade le cocon sécurisant du monde antérieur.

Parent du *Fabuleux destin d'Amélie Poulain* par son approche à la fois familière, humoristique et sensible des situations sociales ainsi que par le jeu des acteurs - dont l'excellent Daniel Brühl dans le rôle d'Alex - le film de Wolfgang Becker va bien au-delà des évidentes qualités qui lui valent en Allemagne, et bientôt en France, un triomphe commercial.

Certains ont pu y voir avec indignation une apologie de l'État socialiste, d'autres la dénonciation de la pensée unique qu'une réunification à la hussarde a imposée aux provinces de l'Est. Apologie est, certes, le mot qui convient en

ce sens que rien ne fut jamais « dit après » sur l'expérience historique de cette seconde Allemagne qu'il s'agissait surtout de rayer de la mémoire. Or, par le biais de ce scénario de tendresse filiale, voici qu'une nostalgique ironie en ressuscite les traits : et même dans cette caricature, qui paraît encore plus grotesque d'être simulée par un gamin bricoleur, la longue tranche de vie revendique le respect que toute vie mérite ; les cornichons allemands de la pénurie communiste valaient bien les néerlandais de l'économie de marché occidentale...

Mais c'est aussi une nécessaire revanche symbolique prise par l'idéalisme, sinon l'idéologie socialiste, que d'imaginer la RDA, par un renversement enfantin des événements, triomphant des pays du capitalisme : les « ouessis » de Wuppertal venus récupérer le bric-à-brac des mobiliers prolétaires sont présentés par Alex comme des réfugiés de l'Ouest qui auraient « choisi la liberté » socialiste !

Contre la cruauté de la machine ultra-libérale, l'imaginaire allemand s'offre ainsi le luxe du pauvre : entourer de respect l'enfance de ses sentiments, y opérer le tri du cœur. Sauver l'histoire de toutes les poubelles que lui tendent les dictateurs du sens. Un bon film.

Luc de GOUSTINE

Jazz

L'Oiseau

Charlie Parker fût un grand musicien du XX^e siècle, foudroyé alors que son œuvre restait encore inachevée. Il suffit d'écouter une de ses fulgurantes improvisations pour se persuader que l'on est en compagnie d'un authentique génie.

La brève biographie de Hugues Le Tanneur retrace méticuleusement le parcours de ce météore du jazz. « *Avec Parker, l'épicentre du jazz se déplace. Ses improvisations, en prenant le pas sur le thème qui leur sert de support finissent par délaier complètement l'original pour devenir d'autres morceaux* » écrit l'auteur résumant d'une phrase l'originalité de l'enfant de Kansas City.

Le Tanneur s'attache à décrire la genèse de ce jeu lors des dures années d'apprentissage jusqu'au triomphe inévitable. Son livre, évoquant également les démons de Parker, retrace les étapes d'une carrière qui fit de ce dernier un créateur à part entière, porte-drapeau d'un style prodigieux appelé à marquer d'une manière indélébile une musique déjà propice aux innovations, aux audaces de toute sorte. Une bibliographie sélective, permettra au lecteur désireux en savoir plus d'acquiescer quelques repères utiles. Naturellement une discographie la complète.

Le connaisseur appréciera ce portrait amical, le néophyte y découvrira un artiste sensible et inspiré, symbole de ce que l'Amérique peut donner de meilleur.

Bruno DIAZ

Hugues Le Tanneur - « *Charlie Parker* », Librio Musique, prix franco : 3,50 €.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

► Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

► Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

En commandant, n'oubliez pas de préciser avec exactitude les modèles désirés.

CITÉ

Dans *Royaliste* n° 821, nous nous plaignions que le *Monde diplomatique* n'ait jamais cru bon de mentionner l'existence de notre revue *Cité* auprès de ses lecteurs alors qu'une multitude de revues plus modestes sont régulièrement citées.

Cette injustice est aujourd'hui réparée puisque le *Monde diplomatique* d'octobre ne nous ignore plus. Nous nous devons de le souligner.

OCCASION

Le service librairie dispose (en quantité très limitée) d'un certain nombre d'exemplaires de la luxueuse revue *Princes d'Europe et d'ailleurs* qui a aujourd'hui malheureusement disparu. Les amateurs sont priés de se précipiter : il n'y en aura pas pour tout le monde !

Sont disponibles :

✓ **Collection** des numéros 1 à 10 au prix de 65 €.

✓ **Numéros 2 à 10** : 6 € pièce.

✓ **Numéros 11 - 14 - 15 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21** et **numéro Hors-série sur "Sissi"** : 8,5 € pièce.

Les frais de port sont en sus soit 3 € par commande.

SOUSCRIPTION

Notre souscription 2003 a été close fin août. Tous les dons reçus après cette date sont affectés à la souscription de l'année prochaine.

1^{re} liste pour 2004

Michèle Bicheler 8 € - Djamel Boudjelal 12,95 € - Jean Dauvergne 6 € - M.D. (Alpes-Maritimes) 9 € - André Dorémus 50 € - Michèle Dutac 7,24 € - Joël Garreau de Loubresse 8 € - Patrick Jacques 7,62 € - Guillaume Kopp 23 € - Blandine Kriegel 40 € - Guy Leclerc-Gayraud 10,29 € - Yolande de Prunel 50 € - Christophe Sur 30 € - Raymond Tavernier 5 €.

Total de cette liste : 267,10 €

CONSEIL NATIONAL

La prochaine réunion du Conseil national de la NAR aura lieu le dimanche 9 novembre à Paris. Les conseillers nationaux recevront en temps voulu la convocation et l'ordre du jour mais qu'ils réservent déjà cette date.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 27 et 28 mars 2004. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 27 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*La construction européenne*" et, d'autre part, "*La politique de l'énergie*".

Merci de noter cette date sur vos agendas.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 15 octobre** - Réunion, comme d'habitude à 20 heures précises, mais dont le sujet n'est pas encore fixé.

● **Mercredis 22 octobre et 29 octobre** - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

COMITÉ DIRECTEUR

Sur proposition du Conseil national, le Comité directeur de la NAR a, début juillet, coopté comme nouveau membre Robert Gesnot, délégué de l'Aube, adhérent à la NAR depuis 1991.

Composé de douze membres le Comité directeur est l'organe dirigeant de la NAR. Il est partiellement renouvelé tous les deux ans.

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Déchéance des élites

Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas agité, dans les hautes sphères, le thème du déclin de la France. Le parti ultra-libéral en assure ces temps-ci la relance et chacun y va de sa méditation.

Pourquoi pas ? Le déclin d'une nation n'est pas chose impossible et il faut se montrer attentif aux éventuelles manifestations du phénomène. Mais il faut commencer par s'interroger sur les termes du débat et sur son principal promoteur : en l'occurrence M. Baverez (1) qui est normalien, docteur en histoire, agrégé de sciences économiques et sociales, énarque et qui fut longtemps haut fonctionnaire. Intelligent, cultivé, il écrit lui-même des ouvrages de qualité. M. Baverez appartient à l'élite de la nation, ce qui est respectable, et se range dans le camp libéral ce qui mérite considération.

Il n'est donc pas étonnant que cet intellectuel qui regarde la France « tomber » prenne la mesure du déclin à partir des critères de son milieu social et idéologique : selon lui notre pays décline parce qu'il ne s'adapte pas aux transformations de la géopolitique et du capitalisme mondial. Un décodage précis de son article montrerait que M. Baverez adhère à la vision bushiste du monde et aux préceptes ultra-libéraux. D'où sa conclusion implacable : la France rebelle aux expressions les plus grossières de l'impérialisme américain et à la globalisation financière est un malade qui a besoin d'une thérapie de choc.

Les opinions et sentences de M. Baverez appellent deux remarques désagréables.

L'une porte sur la pertinence économique du propos : sur la foi d'une idéologie dont le caractère fallacieux a été cent fois démontré, comment ose-t-on encore préconiser une thérapie ultra-libérale pour soigner les conséquences de la faillite d'un libéralisme déjà trop avancé ?

L'autre remarque est sociologique et dépasse le cas de M. Baverez. Alors qu'elles ont été nourries, éduquées, protégées, rétribuées et promues par la France gaullienne puis par un



État aux interventions efficaces, pourquoi les élites du pouvoir, des médias et des affaires (M. Minc, M. Fauroux...) refusent-elles aux enfants *des autres* la sécurité sociale, les salaires convenables, les perspectives stimulantes de carrière ? Au nom de quoi cette aristocratie qui se sert de la fonction publique comme d'un tremplin vers de fructueuses affaires privées s'arroge-t-elle le droit de condamner la majorité des Français à la précarité dans le travail et à des retraites misérables ?

La réponse est aussi médiocre et désespérante que les ambitions de ces messieurs : les élites du pouvoir, des médias et des affaires veulent se réserver les

profits matériels et symboliques qui résultent de la mise en coupe réglée de notre pays.

Ce n'est pas la France qui décline : ce sont ses élites qui la privent de sa puissance en abandonnant à la prétendue loi du marché les entreprises françaises abusivement privatisées. Et c'est l'abandon de toute politique industrielle, monétaire et commerciale qui empêche le gouvernement de remplir sa mission constitutionnelle et qui prive notre diplomatie des moyens qui lui sont indispensables.

Ce n'est pas l'État qui asphyxie la société : c'est au contraire le laisser-faire qui conduit à la catastrophe nos grands services publics (France Télécom, La Poste) et c'est le favoritisme des potentats de droite et de gauche qui est à l'origine de la gabegie financière (2) que les citoyens contribuables sont obligés de compenser.

Le problème de la France ce n'est pas le conservatisme des Français : par millions, ils expriment leur dévouement (sans les bénévoles qui administrent la misère, où en seraient les déficits publics ?) et (ou) leur aspiration à une révolution économique et sociale. Le problème de la France, c'est la déchéance de ses élites que beaucoup de Français soulignent en votant pour Jean-Marie Le Pen. Et ces élites avouent elles-mêmes leur déchéance comme elles l'ont toujours fait : en accablant les citoyens du poids de leurs malhonnêtetés, de leurs renoncements et de leurs échecs. C'est en cela que les thèses de M. Baverez font peur : tôt ou tard, les peuples humiliés et insultés se vengent. Terriblement.

Bertrand RENOUVIN

(1) « Regarde la chute et tais-toi », *Le Monde* du 16 septembre.

(2) Lire ou relire l'excellent ouvrage d'Olivier Toscer, « Argent public, fortunes privées - Histoire secrète du favoritisme d'État », Denoël, 2002. prix franco : 20 €.